Le séparatisme de l'Ouest et l'avenir de l'unité canadienne

LOLEEN BERDAHL & LISA YOUNG

La **Dre Loleen Berdahl**, professeure de science politique à l'Université de la Saskatchewan, et la **Dre Lisa Young**, professeure de science politique à l'Université de Calgary, sont des chercheuses émergentes dans le cadre d'une étude financée par le CRSH sur le populisme en Alberta et en Saskatchewan.[1]

Depuis longtemps, les aspirations séparatistes, la rhétorique indépendantiste et les mouvements qui s'y rattachent mettent à l'épreuve l'unité nationale canadienne. Alors que l'encre était à peine sèche sur l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, les Néo-Écossais élisaient des députés provinciaux et fédéraux connus pour leur opposition à la Confédération et cherchaient à faire abroger l'adhésion de la colonie à la Confédération.[2] Le « séparatisme de l'Ouest » — la sécession de l'Alberta, éventuellement accompagnée de celle de la Saskatchewan, de la Colombie-Britannique et/ou du Manitoba — a connu des poussées rhétoriques et, à l'occasion, une organisation politique modeste depuis le milieu des années 1930.[3] Des années 1960 aux années 1990, le séparatisme québécois a constitué une force dominante dans la politique fédérale canadienne, avec des partis politiques séparatistes aux niveaux provincial et fédéral et deux référendums sur la sécession du Québec.

Alors que le séparatisme québécois a représenté une véritable menace pour l'unité du Canada, le séparatisme de l'Ouest a régulièrement été écarté comme un mouvement marginal. Contrairement au mouvement nationaliste québécois, solide et structuré, le séparatisme de l'Ouest a connu des niveaux plus faibles d'appui populaire et de mobilisation partisane. Reposant sur des griefs de longue date à l'égard de politiques et décisions fédérales, couramment désignés sous le nom d'« aliénation de l'Ouest »,[4] le séparatisme de l'Ouest est souvent perçu comme une tactique politique dans un système fédéral compétitif plutôt que comme un désir légitime d'autodétermination.[5]

Cependant, des dynamiques récentes ont transformé le séparatisme de l'Ouest en véritable sujet de préoccupation. L'attention se concentre principalement sur l'Alberta, mais ces mêmes sentiments sont également présents en Saskatchewan. La réélection du gouvernement libéral de Justin Trudeau en 2019 a fait naître le mouvement « Wexit » dans les deux provinces. Bien que le mouvement se soit essoufflé pendant la pandémie, la longue période de conflits entre le fédéral et les provinces sur les politiques

[1] Ce document s'appuie sur des travaux de recherche financés par le Conseil de recherches en sciences humaines, subvention de développement Savoir 430-2024-00068.

[2] Colin D. Howell, « Repeal Movement », The Canadian Encyclopedia, 11 décembre 2014.

[3] Craig Baird, « Western Separatism Movements in Canadian History », Canadian History Ehx, 30 octobre 2019.

[4] Loleen Berdahl, The Persistence of Western Alienation, essai no 9 (Montréal : Institut de recherche en politiques publiques, 2021).

[5] Daniel Béland et André Lecours, « Nationalism, Regionalism, and Strategic Learning in Federal Systems: Drawing on the Quebec Model in Alberta », American Review of Canadian Studies 53, no 2 (2023) : 156-171, https://doi.org/10.1080/02722011.2023.2195259.

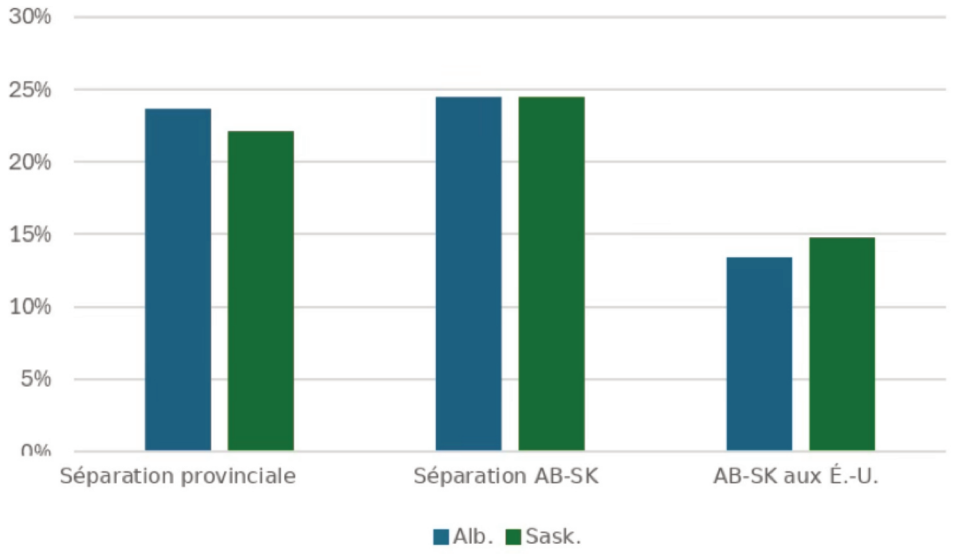


Figure 1 : Appui à la séparation (septembre 2025)[7]

fédérales visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre a exacerbé les tensions entre les gouvernements conservateurs des deux provinces et le gouvernement libéral fédéral. Cela a suscité une série de comportements de défiance en matière de relations intergouvernementales de la part des gouvernements de l'Alberta et de la Saskatchewan,[6] renforçant les récits provinciaux qui remettent en question la valeur du fédéralisme canadien. La réélection d'un gouvernement libéral fédéral en 2025 a ravivé les discussions sur la séparation. Comme le montre la figure 1, l'appui à la séparation dans les deux provinces est similaire, et l'appui à une séparation concomitante des deux provinces est légèrement supérieur à l'appui à une sécession indépendante de chacune d'elles.

Bien que les niveaux d'appui public à la séparation soient similaires dans les deux provinces, seule l'Alberta devrait soumettre la question à un vote populaire. La première ministre de l'Alberta, Smith, s'est montrée peu disposée à adopter une position ferme contre la séparation et a agi pour faciliter la tenue d'un référendum en abaissant le seuil requis pour les référendums déclenchés par des citoyens dans la province et en supprimant l'obligation pour le directeur général des élections de renvoyer aux

[6] Loleen Berdahl, Lisa Young et Bianca Jamal, « Defiance: hasAlberta, Saskatchewan, and the Shifting Dynamics of Canadian Federalism », American Review of Canadian Studies 55 (2025) : 155-169.

[7] Sondage sur le populisme en Alberta et en Saskatchewan réalisé par les autrices. Les répondants qui ont évalué chaque version de la séparation à 5, 6 ou 7 sur une échelle de sept points ont été codés comme favorables. Le sondage a été mené en septembre 2025 par Léger Recherche pour le compte des chercheuses, à l'aide du panel LEO de Léger. Des quotas ont été établis pour assurer la représentativité selon l'âge, le genre et la région (rurale/non rurale) dans chaque province. L'ensemble de données comprend 1 025 réponses de l'Alberta et 1 028 réponses de la Saskatchewan.

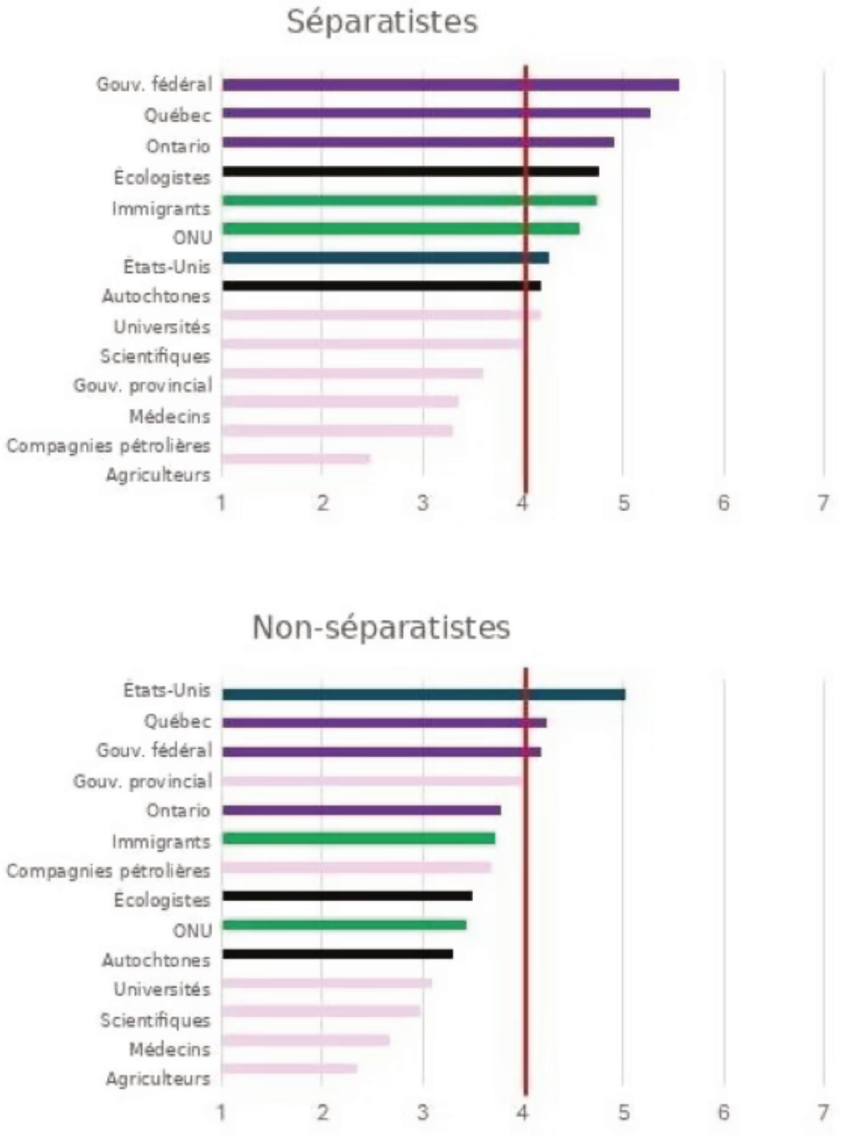


Figure 2 : Amis/ennemis selon le séparatisme[8]

tribunaux toute question référendaire potentiellement inconstitutionnelle.[9]

Le groupe séparatiste « Stay Free Alberta » aurait recueilli les signatures requises en vertu de l'Alberta Citizen Initiative Act pour déclencher un référendum.[10] **La menace en Saskatchewan, dans la mesure où elle existe, réside dans les gestes de l'Alberta, car un résultat référendaire positif en Alberta pourrait ouvrir une boîte de Pandore séparatiste en Saskatchewan.**

---

[8] Source : Sondage sur le populisme en Alberta et en Saskatchewan. Les « séparatistes » sont les répondants qui ont évalué l'idée d'une séparation conjointe de l'Alberta et de la Saskatchewan du Canada à 5, 6 ou 7 sur une échelle de 7 points. Les non-séparatistes sont ceux qui l'ont évaluée à 1, 2, 3 ou 4. Les barres indiquent les moyennes.

[9] Elections Alberta, « Citizen Initiative », https://www.elections.ab.ca/recall-initiative/initiative/; consulté le 22 avril 2026. La Referendum and Plebiscite Act de la Saskatchewan, mise à jour en 2024, permet des pétitions en vue de plébiscites, le seuil minimal pour déclencher un plébiscite étant fixé à 15 % des électeurs.

[10] Fakiha Baig, « Alberta separatists say they've already collected enough signatures for referendum », CBC News, 31 mars 2026, https://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/alberta-separatists-referendum-signatures-9.7149138. Au moment de la rédaction, il demeure possible qu'une injonction judiciaire entrave le référendum. Jason Markusoff, « First Nations' court challenge may block Alberta separatism itself, not just petition drive », CBC News, 11 avril 2026, https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/analysis-alberta-separation-indigenous-treaty-rights-court-9.7160026.

L'apparente ouverture de l'administration Trump à la perspective d'une séparation de l'Alberta rend également le séparatisme albertain particulièrement préoccupant. Les mouvements séparatistes gagnent en crédibilité lorsqu'ils peuvent désigner des États susceptibles de reconnaître ou de faciliter autrement la sécession. Les dirigeants du mouvement albertain ont rapporté avoir reçu un accueil favorable lors de visites dans la capitale américaine.[11] De plus, le risque d'ingérence étrangère dans les débats politiques provinciaux est considérable.[12]

Pour mieux comprendre les visions du monde des séparatistes, nous avons analysé les données du sondage de septembre 2025 sur le populisme en Alberta et en Saskatchewan. Le sondage demandait aux répondants d'évaluer diverses organisations et entités sur une échelle de 1 (ami de) à 7 (ennemi de) en relation avec les populations de l'Alberta ou de la Saskatchewan. Cette question repose sur une compréhension du populisme comme construction d'un « peuple » vertueux en conflit moral avec une élite animée par ses propres intérêts. Les réponses à cette question éclairent les conceptions des participants quant à ceux qui sont alliés au « peuple » et ceux qui sont en conflit avec lui. La comparaison des visions du monde exprimées par les séparatistes et les non-séparatistes met en lumière les défis à l'unité canadienne qui résident non seulement dans la montée du séparatisme, mais aussi dans les attitudes des non-séparatistes de ces deux provinces.

La figure 2 montre que les séparatistes sont davantage portés à percevoir de nombreux « ennemis du peuple », comme on pourrait s'y attendre de la part d'adhérents à un mouvement populiste. Pour neuf des 14 entités, la note moyenne se situait au-dessus de la position neutre (quatre sur l'échelle de sept points) ; seul le gouvernement provincial, les médecins, les compagnies pétrolières et les agriculteurs étaient perçus comme des « amis ».

Les perceptions d'inimitié des séparatistes reflètent l'aliénation traditionnelle de l'Ouest, le gouvernement fédéral, le Québec et l'Ontario étant considérés comme les plus grands ennemis du peuple de leur province. Comme l'illustre la figure 3, les séparatistes sont plus susceptibles de percevoir le gouvernement fédéral comme un ennemi que États-Unis — un constat frappant compte tenu de l'approche du gouvernement Trump à l'égard des relations canado-américaines. À l'inverse, les non-séparatistes étaient plus susceptibles de percevoir les deux comme n'étant ni amis ni ennemis, ou de voir les États-Unis comme une menace plus importante.

Les différends avec Ottawa sur les politiques relatives aux émissions de GES ont alimenté la vague actuelle de mécontentement régional; il n'est donc pas surprenant de constater que les séparatistes considèrent les écologistes comme des ennemis du peuple. Si l'on ajoute à cela le fait que les séparatistes considèrent les communautés autochtones et les scientifiques comme des ennemis, bien qu'à un degré moindre, ce qui témoigne du rôle du populisme extractiviste dans l'appui à la sécession. Le fait que les séparatistes perçoivent les compagnies pétrolières comme des amis du peuple en est une preuve supplémentaire.

[11] Evan Dyer, « U.S. interest in Alberta separatism raises red flags over what might come next », CBC News, 5 février 2026, https://www.cbc.ca/news/politics/alberta-separatism-trump-administration-9.7068999.

[12] Patrick Lennox, « Can Alberta Protect Its Secession Vote from Trump? », The Walrus, 14 avril 2026.

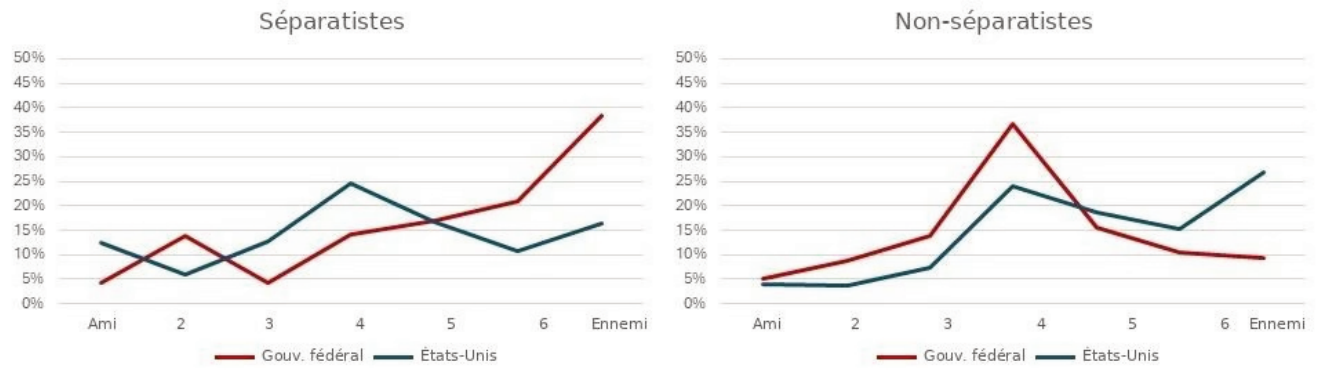


Figure 3 : Évaluation du gouvernement fédéral et des États-Unis (ami ou ennemi) selon le séparatisme

Enfin, la perception séparatiste selon laquelle les immigrants et l'Organisation des Nations unies sont des ennemis du peuple des deux provinces suggère que le mouvement sécessionniste s'inscrit dans une certaine mesure dans la lignée des mouvements populistes de droite contemporains en Europe et aux États-Unis, caractérisés par leur antipathie envers l'immigration et les organisations internationales.

En comparant les visions du monde des séparatistes et des non-séparatistes, il apparaît clairement que l'aliénation traditionnelle de l'Ouest est présente dans les deux groupes. Ce sont les autres catégories d'ennemis perçus — notamment les écologistes, les immigrants, les Nations unies et les communautés autochtones — qui signalent la vision du monde populiste de droite qui imprègne le mouvement séparatiste. Pour cette raison, la vision du monde populiste des séparatistes risque de les isoler des efforts visant à répondre à leurs griefs.

Bien qu'il soit peu probable que les séparatistes changent de position à la suite d'appels à l'unité nationale, il existe une occasion de répondre à l'ambivalence des résidents non séparatistes des deux provinces à l'égard du gouvernement fédéral. Nous formulons trois recommandations principales.

Mettre l'accent sur la menace américaine.
L'émergence des États-Unis comme menace potentielle pour le Canada crée une occasion pour les fédéralistes de formuler un appel à la fois émotionnel et pragmatique aux résidents de l'Alberta et de la Saskatchewan. Comme le montre la figure 3, les non-séparatistes de ces provinces sont enclins à exprimer de l'ambivalence envers le gouvernement fédéral, mais à percevoir les États-Unis comme une menace. L'articulation d'un nationalisme canadien défini en opposition à une menace américaine pourrait amener des résidents de l'Ouest ambivalents à considérer le gouvernement fédéral comme une force positive. Il convient particulièrement de noter que la menace des éfforts américains visant à influencer la tenue d'un référendum sur le séparatisme en Alberta pourrait galvaniser l'opinion publique. L'idée selon laquelle la sécession ne serait que la première étape vers l'américanisation pourrait constituer un argument de poids. Même parmi les partisans du séparatisme, l'idée de se joindre aux États-Unis est nettement moins populaire que celle de l'indépendance (voir la figure 1).

S'attaquer aux sources de mécontentement.
Il est essentiel de soutenir les économies de l'Alberta et de la Saskatchewan – et de montrer au public que l'on s'y attèle. Cela implique de s'attaquer aux sources de mécontentement qui ont émergé sous le gouvernement Trudeau – ce que le gouvernement Carney est déjà en train de faire – et d'éviter soigneusement d'en créer de nouvelles. La péréquation est depuis longtemps une source de mécontentement en Alberta et, dans une moindre mesure, en Saskatchewan. Dans notre sondage, 47 % des répondants de l'Alberta ont indiqué qu'ils jugeaient le système actuel de péréquation injuste pour leur province, et 27 % supplémentaires se sont déclarés neutres ; chez les répondants de la Saskatchewan, les chiffres étaient respectivement de 45 % et 32 %. La péréquation est fondamentale pour la gouvernance canadienne contemporaine et tend à être mal comprise. Une assemblée citoyenne chargée d'examiner le système et de recommander des changements, s'il y a lieu, pourrait offrir un mécanisme permettant d'accroître la compréhension et la confiance du public à l'égard du système.

Renforcer l'argument en faveur de la fédération canadienne.
Renforcer l'argument en faveur de la fédération exige une articulation forte des valeurs canadiennes — à la fois en contraste avec les valeurs américaines et indépendamment de celle-ci — ainsi que des efforts délibérés pour favoriser les liens à travers le pays. Cela exige de consolider l'identité canadienne, de créer des liens entre citoyens et de soutenir le contenu culturel canadien. Cela exige d'accroître la présence fédérale dans les provinces grâce à des bureaux dédiés comme PrairiesCan et de décentraliser davantage de postes de la fonction publique de la région de la capitale nationale Ottawa/Gatineau vers des lieux partout au Canada (y compris en Alberta et en Saskatchewan).[13] Cela exige de faire progresser la

[13] Loleen Berdahl, « Is it time to move Ottawa out of Ottawa? », The Conversation Canada, 24 mai 2021.

reconnaissance des titres de compétence et la reconnaissance mutuelle du commerce intérieur afin de soutenir le commerce intérieur et l'intégration économique interprovinciale et territoriale, ainsi que de renforcer les infrastructures et les relations économiques est-ouest-nord. Cela exige enfin de renforcer les liens intergouvernementaux par des conseils ministériels, des réunions conjointes de cabinets, des conférences des premiers ministres et d'autres mécanismes favorisant le dialogue régulier et l'établissement de la confiance entre les dirigeants gouvernementaux.

L'Alberta et la Saskatchewan ont bénéficié du fédéralisme. Sur le plan fiscal, les deux provinces ont reçu des paiements de péréquation depuis la création du programme fédéral en 1957 et reçoivent aussi des transferts fédéraux par l'intermédiaire d'autres programmes. Sur le plan économique, les deux provinces bénéficient de la mobilité de la main-d'œuvre, du commerce international et de l'immigration. Sur le plan social, les deux provinces profitent de liens interpersonnels et familiaux solides d'un océan à l'autre et jusqu'au troisième océan, de valeurs libérales démocratiques communes, ainsi que d'identités nationale et provinciale concomitantes et complémentaires.[14]

Un Canada uni a de solides arguments à faire valoir en sa faveur, et ce sont des arguments qui méritent d'être présentés. Même si ces arguments et actions pourraient ne pas convaincre les séparatistes convaincus, ils trouveront un auditoire parmi la majorité des résidents des deux provinces qui sont préoccupés par la menace posée par les États-Unis, mais incertains de l'engagement du gouvernement fédéral envers leur région.

[14] Voir Lisa Young, Bianca Jamal et Loleen Berdahl, « Regionalism in Canada », dans Jared Wesley et JP Lewis (dir.), Small Worlds: Politics and Elections in the Canadian Provinces and Territories, 2e éd. (Toronto : University of Toronto Press, 2026), 279-298.